

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 22/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SOBELOC**

ZA Ouest Les Fontaines Chaudes  
78660 Ablis

Code AIOT : 0006511836

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement SOBELOC implanté ZA Ouest Les Fontaines Chaudes 78660 Ablis. L'inspection a été annoncée le 27/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'équipe d'inspection s'est rendue sur le site de la société SOBELOC-AUTIN le 28 février 2023 à l'issue d'un incendie survenu la veille dans la case de stockage de déchets cartons.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOBELOC
- ZA Ouest Les Fontaines Chaudes 78660 Ablis
- Code AIOT : 0006511836
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOBELOC-AUTIN emploie actuellement un effectif de 15 personnes. Les installations du site d'Ablis accueillent différentes activités à savoir :

- la réception, le tri et le regroupement de déchets de métaux ferreux et non ferreux ;
- la réception, le tri et le regroupement par familles (bois, papiers, cartons, gravats, déchets ultimes (résidus non triables)) de déchets issus d'activités économiques (DAE) ;

- l'exploitation d'une presse-cisaille de métaux ferreux ;
- la dépollution de VHU.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Moyen de lutte contre l'incendie ;
- Confinement des eaux d'extinction ;
- Enjeux liés aux piles et batteries au lithium ;
- Conditions d'entreposage des déchets.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 7.1.8	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie – alerte des services de secours	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie – alerte du personnel	Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 7.1.10	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
8	Conditions d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 8.1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie – réserves de sable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
6	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 7.3.2	/	Sans objet
7	Piles au lithium usagées	Autre du 01/09/2018, article Flash Aria du BARPI de septembre 2018	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

A la suite de l'incendie survenu le 27 février 2023 dans une case de stockage contenant des déchets de cartons en mélange avec d'autres déchets, aucun dégât matériel ou humain n'est à déplorer. La réactivité de l'exploitant à mettre en place sa procédure d'arrêt des pompes de relevage permettant un confinement des eaux d'extinction a permis d'éviter une pollution du milieu naturel. Malgré l'appel rapide passé par l'exploitant aux services de secours et d'intervention, l'exploitant n'a pas prévenu les services de l'Inspection des installations classées de la survenue de l'incendie sur son site. Il est rappelé à l'exploitant de procéder à cette information dès lors qu'il survient un évènement pouvant avoir des répercussions sur l'Environnement.

L'équipe d'inspection, au cours de sa visite d'inspection du 28 février, a mis en avant plusieurs non-conformités, détaillées dans ce présent rapport, dont notamment un manque de suivi et de contrôle des systèmes de détection et d'alarme incendie.

Enfin, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les conditions d'entreposage de ses déchets comme prévues à l'article 8.1.4 de son arrêté préfectoral du 11 juin 2015.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 71.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou plusieurs poteaux d'incendie d'un réseau public ou privé permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils (DN 100 ou DN 150 normalisés). Les poteaux sont implantés à une distance maximale de 100 mètres du risque à couvrir.
<b>Constats :</b> L'établissement est doté d'un poteau incendie d'un réseau public situé au niveau de l'entrée du site (disposé à moins de 100 mètres de l'installation) qui permet de couvrir l'ensemble du site en cas de besoin et d'intervention des services d'intervention d'incendie et de secours.  L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection le dernier rapport de contrôle de débit du poteau incendie et précise qu'il va entreprendre des démarches auprès du SDIS et des services de la Maire afin de se le procurer.  Lors de l'intervention des pompiers au cours de la journée du 27 février 2022, ces derniers se sont branchés au niveau dudit poteau. Aucune remarque du SDIS n'a été faite sur le débit fourni par le poteau incendie. Cette intervention s'est déroulée consécutivement à un départ de feu dont le foyer était situé au niveau de la case de stockage de déchets cartons.
<b>Non-conformité – 20230228 – NC – 1 :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'équipe d'inspection les éléments attestant du respect du débit minimal du ou des poteaux incendie comme imposé à l'article 71.8 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2015. Il communiquera ces éléments justificatifs à l'Inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</p> <p><b>Constats :</b> Au cours de la journée du 27 février 2023 et à l'issue de l'incendie déclaré le même jour, la société GSI s'est rendue sur le site de l'exploitant. L'intervention réalisée par la société GSI a permis de changer l'ensemble du parc d'extincteur présent sur le site. Le rapport de contrôle de la société GSI présenté par l'exploitant (ref : facture 07718) à l'équipe d'inspection confirme ce changement effectif du parc.</p> <p>Les extincteurs présents sur le site sont de classes ABC et sont compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation. L'accès aux extincteurs n'est pas entravé, ces derniers sont facilement identifiables.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie – alerte des services de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant informe l'inspection que l'unique moyen permettant l'alerter les services d'incendie et de secours se limite au passage d'un appel téléphonique auprès desdits services. Cet appel est passé par l'employé qui sera présent au moment du sinistre.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'équipe d'inspection les plans du bâtiment et des aires de gestion des déchets intégrant la description des dangers associés. Ce plan devra notamment faire référence à la présence de bouteilles sous pression transportables utilisées pour la découpe au chalumeau de pièces métalliques.</p> <p><b>Non-conformité – 20230228 – NC – 2 :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les plans mis à jour du bâtiment et des aires de stockages des déchets mentionnant les risques et dangers associés. Il procédera à la transmission de ces éléments auprès de l'Inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie – alerte du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 71.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les zones fermées ou abritées présentant un risque d'incendie sont équipées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— d'un système d'alarme incendie audible en tout point de l'installation pendant le temps nécessaire à l'évacuation avec une autonomie minimale de 5 minutes. Le système sonore est complété autant que de besoin par des systèmes adaptés à l'activité de l'entreprise (bruit) et au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise en vue de permettre leur information en tous lieux et en toutes circonstances</li> <li>- d'un système de détection automatique d'incendie</li> <li>— de matériels de protection adaptés</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'équipe d'inspection constate la présence d'un système de détection automatique d'incendie et d'un système d'alarme incendie dans les zones fermées (locaux administratifs) et abritées (hangar de stockage de déchets).</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection, le jour de la visite d'inspection, le rapport de contrôle attestant du bon fonctionnement de ces dispositifs. Il précise également à l'équipe d'inspection que le système d'alarme incendie n'est plus fonctionnel depuis la coupure électrique nécessaire à la fermeture des pompes de relevage du bassin enterré dédié au confinement des eaux du site.</p> <p>L'exploitant a contacté la société BGE au cours de la journée du 27 février 2023 afin qu'elle intervienne dans la remise en fonctionnement du système d'alarme incendie.</p> <p><b>Non-conformité – 20230228 – NC -3 :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'équipe d'inspection des éléments justifiant de l'aspect fonctionnel de son système de détection et d'alarme incendie.</p> <p>Il communiquera ces éléments à l'Inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie – réserves de sable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection ne constate pas la présence de réserve de sable meuble et sec pouvant être utilisés comme moyen de lutte contre l'incendie.  L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que des déchets de terre et de gravats sont présents constamment sur son installation. Il propose l'utilisation de ces terres comme moyen de lutte contre l'incendie.  L'équipe d'inspection constate la présence de ce type de déchets dans des quantités suffisantes (supérieure à 500 litres). Il est cependant demandé à l'exploitant de disposer d'une réserve de sable de 500 litres minimum, ainsi que des outils d'intervention associés (pelles) au niveau de sa nouvelle zone d'extinction ayant fait l'objet d'un porter à connaissance et validé par arrêté préfectoral complémentaire du 26 avril 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Confinement des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ces mesures doivent être opérationnelles y compris en dehors des heures d'ouverture de l'établissement Des cuves enterrées d'une capacité totale de 350 m3 assure le confinement des eaux d'extinction incendie. En cas d'incendie, tous les moyens doivent être mis en œuvre pour que la pompe de relevage vers le fossé soit arrêtée et l'obturateur mis en œuvre. Une procédure organisationnelle incluant la coupure de la pompe et la mise en œuvre de l'obturateur de confinement est mis en place et diffusée aux personnels concernées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
<b>Constats :</b> Les eaux d'extinction ont bien été confinées et aucun rejet dans le milieu naturel n'a été observé. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection qu'un court-circuit manuel a été opéré permettant l'arrêt de la pompe de relevage et la mise en œuvre de l'obturateur. La cuve enterrée d'une capacité totale de 350 m <sup>3</sup> n'a pas été saturée par les eaux d'extinction.  Une prise de rendez-vous réactive avec la société SVR en charge de collecter et de traiter les eaux d'extinction polluées a été réalisée par l'exploitant. La date d'intervention n'a cependant pas encore été déterminée. Les BSD seront communiqués, à l'Inspection des installations classées, par l'exploitant dès la collecte des eaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Piles au lithium usagées

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/09/2018, article Flash Aria du BARPI de septembre 2018
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Piles au lithium usagées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le flash Aria du BARPI de septembre 2018 montre que de nombreux accidents dans les installations de tri-transit de déchets sont liés aux piles et accumulateurs (P&amp;A) au lithium en fin de vie.</p> <p>Le lithium réagit fortement avec l'eau et avec l'air et est dangereux pour l'environnement. Ces potentiels de danger s'expriment lorsqu'il y a perte de confinement de l'enveloppe des P&amp;A, et potentiellement fuite d'électrolyte (lithium ionisé), ou lorsque ceux-ci sont pris dans un incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Hydrolyse en présence d'eau ou d'air humide pour former de l'hydrogène gazeux avec risque d'explosion en espace restreint ou confiné (ARIA 18298, 15532) ;</li> <li>· Inflammation au contact de l'oxygène et risque d'incendie, l'électrolyte étant assimilable à un liquide inflammable (ARIA 18298, 20539, 32208) ;</li> <li>· Toxicité pour les organismes aquatiques en cas de rejet (ARIA 38858) ;</li> <li>· Toxicité/corrosivité des fumées d'incendie contenant des hydroxydes de lithium, des composés métalliques (oxyde de Mg...) pouvant entraîner une pollution environnementale (ARIA 46675, 38858, 20539, 18298) ;</li> <li>· Projections et effets « missiles » (ARIA 38858, 43090, 43482, 44320, 46675).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant informe l'équipe d'inspection sur les communications effectuées auprès de ses clients en matières de déchets autorisés ou interdits sur son site. Ces communications sont réalisées auprès des clients par voies dématérialisées (fichier PDF). L'exploitant n'a cependant pas la certitude que ces éléments soient transmis aux personnes en charge de transporter les déchets vers le site de la société SOBELOC.</p> <p>L'exploitant présente un devis type envoyé à l'ensemble de ses clients. Dans ce devis (ref DV1531) il est fait mention de l'interdiction d'apport de déchets de type piles et batterie au lithium. Un second document visuel intitulé « Rappel des produits interdits » et transmis à l'ensemble des clients de la société SOBELOC mentionnant cette interdiction, est présenté à l'équipe d'inspection.</p> <p>L'équipe d'inspection propose à l'exploitant de réaliser une fiche de sensibilisation spécifique aux enjeux liés à ce type de déchets. Cette fiche spécifique pourra notamment se baser sur les informations renseignées dans le « Flash Aria du BARPI de septembre 2018 »</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Conditions d'entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 8.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions d'entreposage des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les conditions d'entreposage respectent celles définies dans l'étude de dangers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une aire pour les déchets combustibles : 2 bennes de bois, 1 benne de papier/carton, 4 bennes de déchets non dangereux des activités économiques. Les bennes ont une capacité maximale de 30 m<sup>3</sup> et une hauteur maximale de 2 m. Les bennes de produits combustibles sont éloignées de plus de 8 m de la limite de propriété au Sud-ouest, des bâtiments et des stockages de liquides inflammables :</li> <li>- une aire de stockage de déchets métalliques en vrac sur une hauteur maximale de 6 m, chaque lot de stockage est séparé d'au moins 10 m</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'équipe d'inspection constate l'absence de benne dédiée au stockage de déchets de carton sur l'installation. La case de stockage de déchets de carton n'est pas séparée des autres cases de stockage de déchets (Déchets d'activités économiques et véhicules hors d'usage dépollués).</p> <p>Ce constat avait fait l'objet d'une non-conformité à l'issue de l'inspection réalisée le 12 mai 2022 à la suite d'un incendie déclaré dans la soirée du 10 mai 2022.</p> <p>L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que l'installation d'une benne dédiée au stockage de ce type de déchets serait contraignant en matière de manutention.</p> <p><b>Mise en demeure – 20230228 - MED -1 :</b> Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une benne de 30 m<sup>3</sup> permettant le stockage des déchets de carton.</p> <p>Dans le cas contraire, il est demandé à l'exploitant de déposer un dossier de Porter à Connaissance (PAC) stipulant son souhait de modifier les conditions de stockage de ses déchets de carton. Il proposera, le cas échéant, à l'Inspection des installations classée la mise en place de mesures complémentaires. Ces dernières devront d'une part assurer un niveau de protection de l'environnement similaire à la mise en place d'une benne de 30 m<sup>3</sup> et, d'autre part, assurer la bonne séparation de la case carton des autres cases de stockage de déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois